

Rhône-Alpes

N° 33 — ÉTÉ 2014

LE JOURNAL D'INFORMATION DE VOTRE RÉGION

www.rhonealpes.fr

Des services pour **mieux vivre**



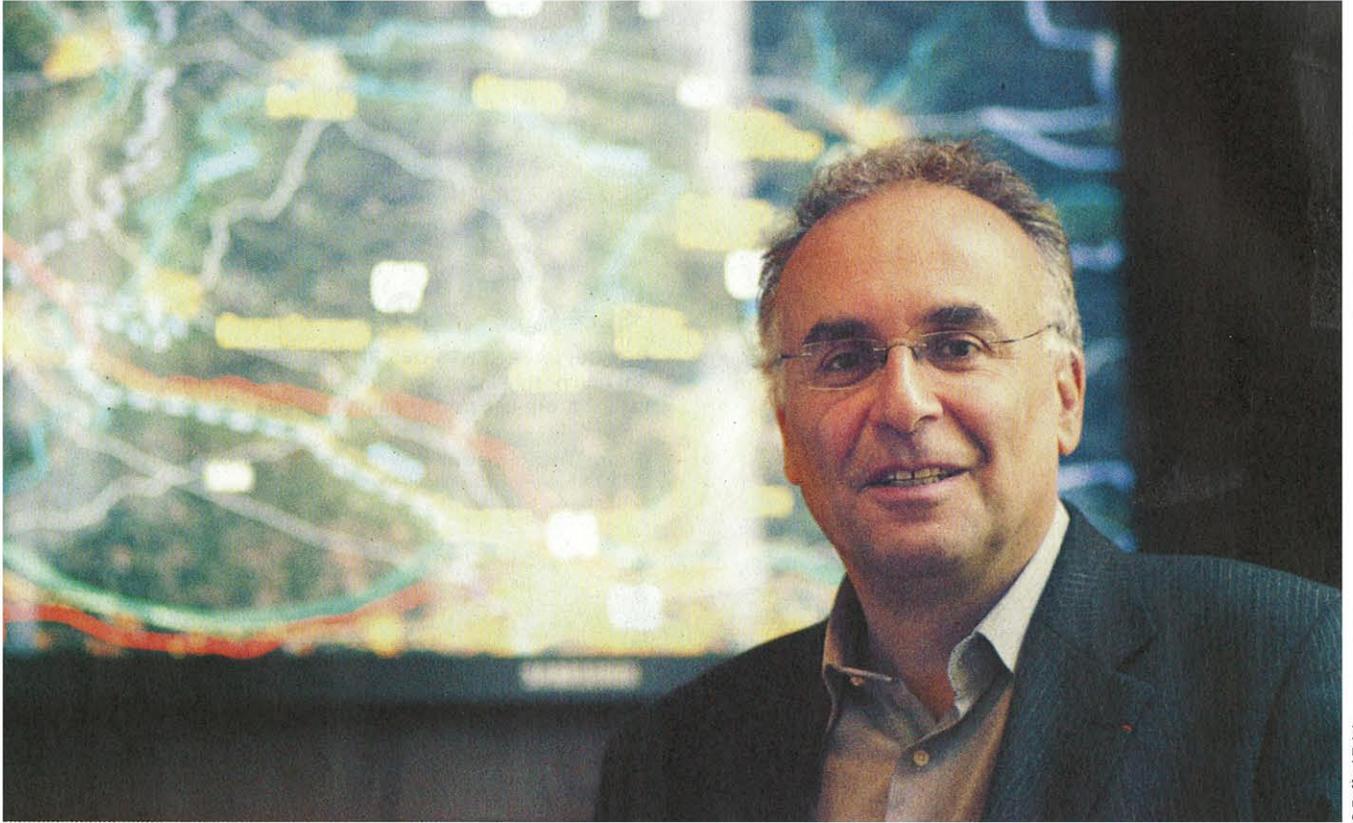
La saga
du mont Blanc

P. 31

Festivals : trois
pages spéciales

P. 28

« Pour bien décentraliser, il faut aller vers la différenciation »



© Raffael Taleb

Pour le géographe **Daniel Béhar**, le territoire français est encore trop figé, à l'image d'un « jardin à la française », qui ne tient pas compte des différences. Ni de l'évolution d'une société basée sur la mobilité, qui « ne vit plus dans des bassins de vie mais dans des archipels ».

Est-ce une bonne idée de vouloir supprimer les départements et réduire le nombre de régions ?

S'il s'agit de diminuer les coûts, je ne crois pas que ce soit une bonne idée. Nous n'avons aucune évaluation réelle de l'économie générée par la suppression des départements, hormis celle du fonctionnement de l'institution. On ne peut pas établir un parallèle avec une fusion de deux entreprises car un département assure des services et des prestations qui nécessitent une organisation de proximité : il faudra toujours des agents pour s'occuper des collègues, des prestations à apporter aux personnes âgées... Si l'on veut rationaliser les coûts, il faut d'abord supprimer les doublons entre l'État et les collectivités. Les 350 sous-préfectures ne rendent plus aucun service, elles sont là

pour rassurer les maires. Les services déconcentrés des ministères ont-ils encore un sens ?

« Supprimer les doublons entre l'État et les collectivités »

Pourquoi ne commençons-nous pas par économiser sur ces doublons ?

L'État devrait balayer devant sa porte. Il ne le fait pas car la culture jacobine est ancrée en chacun de nous. Nous sommes restés sur le modèle napoléonien avec un système de co-administration des territoires. Les pouvoirs publics se sont dit : « Pour que je sois efficace, il faut quelqu'un de fort en

face de moi ». Nulle part en Europe on a un tel système avec un double pouvoir.

Mais disposer de plus grandes régions, n'est-ce pas adopter le modèle européen ?

Sur le papier, oui, cela ressemble au modèle fédéral allemand. Mais en réalité, si ces régions n'ont pas de pouvoirs réglementaires, ce qui semble être le cas, on aura des nains politiques.

Qu'est-ce que serait pour vous une décentralisation ?

La vraie rupture, par rapport aux réformes menées jusqu'ici et à notre culture jacobine, serait d'aller vers la différenciation territoriale, vu la complexité des territoires. Il ne peut pas y avoir de modèle type. On parle souvent de « villes moyennes » : il n'y a pas

Repères

→ Daniel Béhar est géographe, professeur à l'Institut d'urbanisme de Paris - Université Paris-Est, maître de conférences à l'École des Ponts ParisTech, directeur de la coopérative Acadie. Ses travaux récents portent sur les mutations territoriales, les stratégies de développement et de coopération interterritoriale ainsi que sur les instruments d'action publique.

de villes moyennes dans le sens où chaque ville fonctionne différemment selon la place qu'elle occupe. Soit par rapport au bassin où elle est implantée, soit vis-à-vis de la métropole la plus proche ou dans une dynamique qui la relie au reste du monde.

La création des métropoles amorce bien une différenciation ?

Oui. C'est la reconnaissance du

fait urbain qui concerne la majorité des gens. Mais on ne peut distinguer les métropoles du reste du territoire car la multiplication des flux entraîne un processus généralisé de métropolisation : les déplacements domicile-travail entre villes moyennes et grandes villes ont augmenté, mais dans les deux sens ! Le temps de l'exode rural, du flux à sens unique, est terminé. Nous avons une multiplicité de mobilités : domicile-travail, résidentielle, de loisirs, différentes au sein d'une même famille. La révolution est bien là : nous ne vivons plus dans des bassins de vie mais dans des archipels.

C'est pourquoi vous affirmez qu'il n'y a pas de fracture territoriale?

Ces flux et ces interdépendances disloquent les équilibres. Il n'y a pas de fracture

entre un monde métropolitain qui serait riche et un monde rural qui serait abandonné, mais des fractures en cascade. Les inégalités sont partout.

Comment concevoir des politiques publiques pour compenser ces inégalités?

Dans les années 1960, on réduisait les écarts par des équipements. L'erreur serait de continuer à exacerber la concurrence entre territoires en soutenant chaque projet local. C'est un cercle vicieux. Il faut réactualiser la question de l'égalité. Chaque commune se bat pour assurer un niveau minimum d'équipements et de services. Or les besoins sont différents selon les communes. Prenons l'exemple de la santé : l'offre médicale est devenue un problème en milieu rural. Mais pour l'école, c'est l'inverse : en

Lozère, un professeur enseigne à onze élèves en moyenne contre trente en Seine Saint-Denis. Où sont les inégalités ? On ne peut pas rétablir l'égalité statique. Il faut aider les territoires à être forts en ouvrant à cette différenciation. On pourrait aussi instaurer « l'obligation à coopérer », comme en Grande Bretagne, plutôt que de conserver le jardin à la française du taylorisme et de la spécialisation des compétences, totalement inadaptée à la réalité du terrain.

N'est-ce pas très compliqué?

C'est plus complexe, moins cartésien. Il faut inventer un pouvoir local qui ne soit pas la représentation du pouvoir national. Il faut réenchanter la décentralisation. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
ÉLISABETH CHAMBARD

Il l'a dit

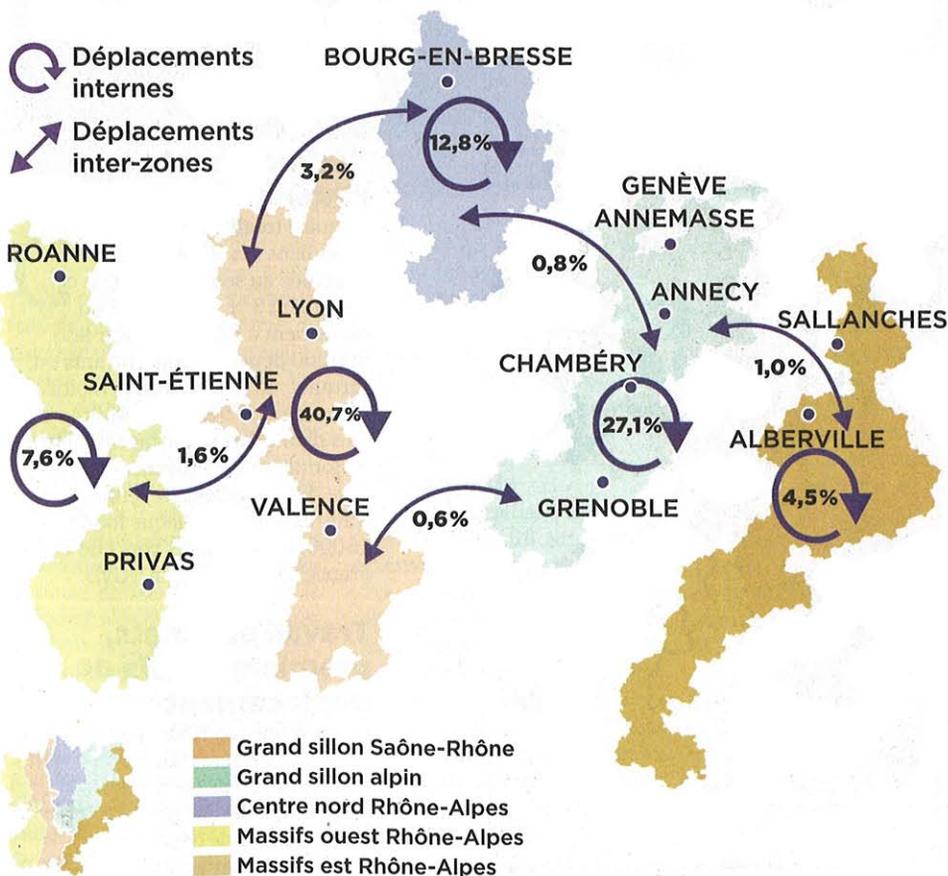
Hervé Saulignac, vice-président à l'aménagement des territoires, aux Espaces Rhône-Alpes et aux grands projets



© Sabine Serrad

« Rhône-Alpes est une région forte de la diversité de ses territoires, de ses savoir-faire et des talents qu'elle rassemble. Cette richesse doit être au service de tous les Rhônalpins. Je sais néanmoins que notre région souffre aussi de fractures : elles touchent au quotidien nos concitoyens. La situation économique et sociale reste préoccupante, l'accès aux services publics n'est plus une évidence et ceux qui vivent éloignés des métropoles ont parfois le sentiment d'être oubliés, en marge de la dynamique régionale. Nos politiques territoriales doivent résorber ces fractures et n'abandonner personne. Pour cela, nous devons préserver et renforcer notre réseau de villes moyennes : par son maillage, il couvre l'ensemble de Rhône-Alpes. Nous devons aussi soutenir les territoires ruraux et de montagne qui forgent le caractère et les ambitions de notre région. Des ambitions qui permettent aux Savoyards, aux Bressans, aux Ardéchois et à toutes ces identités précieuses, qui composent la richesse de Rhône-Alpes d'exprimer leurs talents. Nos interventions sont multiples pour garantir l'avenir de Rhône-Alpes. Je n'en citerai qu'une, emblématique des inquiétudes de nos concitoyens vis-à-vis des déserts médicaux : la Région a soutenu le projet de rénovation du centre hospitalier de Belley, dont le plan de modernisation a longtemps fait l'objet de blocages. L'égalité d'accès aux soins est une exigence première, c'est pourquoi nous avons décidé d'agir. »

LES DÉPLACEMENTS DES RHÔNALPINS AU SEIN DE LA RÉGION



97 % des déplacements quotidiens des Rhônalpins sont réalisés sur la région. Les deux tiers de ces mouvements internes sont effectués au sein des deux grands sillons urbanisés : le sillon Saône-Rhône et le sillon alpin. Cinq grands espaces de vie ont été identifiés pour l'enquête régionale déplacements lancée par la Région. Plus de 12000 personnes, tirées au sort, ont déjà répondu.